

LES ENJEUX DE LA SÉCURITÉ ET DE LA STABILITÉ EN ASIE CENTRALE

PAR

HÉLÈNE PRADON (*)

L'Asie centrale s'est imposée aux réalités géopolitiques de la communauté internationale au lendemain de la disparition de l'Union soviétique. Si l'exploitation des hydrocarbures suscite l'intérêt de l'Occident dans cette région, les défis politiques et stratégiques qui s'imposent aux nouveaux dirigeants centrasiatiques sont déterminants pour une région considérée comme un « *vide entouré de plein* » (1). La campagne militaire américaine en Afghanistan a placé les cinq républiques ex-soviétiques d'Asie centrale au cœur de la lutte antiterroriste. Tandis que l'environnement Sud de ces Etats représentait une source d'instabilité régionale, les événements tragiques qui ont touché le sol américain en septembre 2001 semblent ouvrir de nouvelles perspectives en matière de stabilité et de sécurité en Asie centrale.

Carrefour géostratégique, la région centrasiatique est sous le joug de multiples politiques d'influence de la part des puissances internationales et régionales bordant ses frontières. Aussi, au regard des menaces pesant sur la stabilité de ces républiques, est-il légitime de se demander si la mise en œuvre de politiques de coopération en matière de défense et de sécurité permet de dessiner la future architecture de la stabilité régionale ?

Alors que les indépendances ont levé le voile sur les fragilités internes de ces républiques, il convient d'appréhender la perception qu'ont les dirigeants centrasiatiques des menaces qui pèsent sur leur stabilité et leur sécurité nationale. Après dix années d'exercice de souveraineté, il est possible de faire un bilan des politiques menées et des stratégies de puissance des Etats périphériques ou extérieurs à la zone. La volonté des dirigeants d'Asie centrale de se doter d'un outil militaire effectif et efficace a trouvé un écho favorable dans les politiques d'aide et d'assistance de la communauté internationale. Néanmoins, en dépit de l'activisme occidental, les liens existants entre ces républiques et leur environnement régional perdurent. Limités dans leurs entreprises bilatérales, les acteurs régionaux se trouvent placés au cœur du dispositif de sécurité en Asie centrale, du fait du renforcement des

(*) Chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Asie Médiane (CERAM) au sein de l'Observatoire d'Analyse des Relations Internationales Contemporaines (OARIC).

(1) Cette expression est tirée de l'ouvrage de Pierre CHUVIN/Pierre GENTELLE, *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Marabout, Allier, 1998, 191 p.

structures régionales. Si la coopération apparaît comme la réponse aux défis que posent l'extrémisme religieux, le narcotrafic et la criminalité organisée, la stabilité de l'Asie centrale dépend, elle, de l'avenir des convoitises croisées des différents acteurs régionaux et internationaux.

DES MENACES TRANS-RÉGIONALES FACE À DES POLITIQUES NATIONALES

Orphelines de puissance, les républiques d'Asie centrale ont dû faire face aux nombreux défis soulevés par les indépendances en 1991. Si les élites dirigeantes de chaque république ont perçu la nécessité de construire une identité nationale propre se référant à l'idée de nation, force est de constater que les menaces pesant sur les stabilités nationales méritent une étude régionale. Comprenant le terme de menace comme un danger identifié, il est important d'envisager son analyse avec deux impératifs : ne pas la surestimer et ne pas la sous-estimer. Au regard des discours officiels des dirigeants centrasiatiques, l'islamisme radical, le narcotrafic et les divers trafics liés à la criminalité organisée apparaissent comme les principales menaces pesant sur la stabilité de cette région. Alors que chaque république a adopté des mesures nationales, la porosité des frontières et le manque de coordination entre les capitales limitent l'efficacité de celles-ci.

L'émergence d'une composante radicale de l'islam au sein des républiques centrasiatiques représente une source d'instabilité nationale et régionale. Si les politiques gouvernementales envers la composante religieuse des populations sont un élément incontournable de ce phénomène, l'influence d'acteurs extérieurs – au premier rang desquels le Pakistan, l'Afghanistan et certains pays arabes comme l'Arabie saoudite – ne peut être occulté. On distingue trois principaux mouvements radicaux (le Parti de la renaissance islamique ou PRI, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan ou MIO et le Hizb-ut-Tahrir (2)), qui tous ont pour objectif la mise en place d'un émirat islamique en Asie centrale, mais mettent en œuvre des stratégies divergentes : un mouvement politique légal; une tendance révolutionnaire violente; une approche éducative. Au-delà de ces trois groupements, le terrorisme islamique se manifeste au travers d'une nébuleuse de groupuscules, de mouvements, de chefs tribaux qui s'inscrivent dans une dynamique régionale,

(2) Si le PRI est le seul à participer à un gouvernement au Tadjikistan, son action reste essentiellement limitée au rôle de relais des autres mouvements, notamment du MIO. Or, le MIO est responsable des attentats de Tachkent perpétrés en 1999 et des incursions islamiques en 1999, 2000, 2001. Pourtant, c'est le Hizb-ut-Tahrir Al-Islami, à l'action non violente, qui est considéré comme la principale menace sur la sécurité nationale des républiques. Cf. ICG, « Central Asia : Fault Lines in the New Security Map », *Asia Report*, n° 20, 4 juillet 2001, p. 9 (consultable sur le site <http://www.crisisweb.org>) et Ahmed RASHID, *Asie centrale, Champ de guerres (cinq républiques face à l'islam radical)*, Autrement, Paris, 2002, p. 138.

nationale et internationale (3). Si des liens existent entre tous ces mouvements, il reste difficile de parler de véritable stratégie collective (4).

L'Ouzbékistan et le Tadjikistan, de tradition sédentaire (à la différence des autres républiques), se présentent comme les premières cibles de l'islamisme centrasiatique. Sous le poids des stratégies mises en œuvre, la vallée de Ferghana, située au carrefour des républiques ouzbek, tadjik et kirghize, est considérée comme le centre de gravité des mouvements radicaux. Loin de considérer l'influence des mouvements islamiques comme des tensions ponctuelles et régionales, les dirigeants centrasiatiques les placent au cœur de l'évolution des relations internationales : « *nous ne parlons pas simplement de conflits locaux mais de terrorisme international* », souligne le général Bolot Dzhanzuzako, Secrétaire du Conseil de sécurité nationale du Kirghizstan (5).

Par ailleurs, si le phénomène islamique ne saurait être homogène en Asie centrale, force est de reconnaître qu'il est impossible de l'isoler de l'expansion du trafic de drogues et d'armes dans la région et, en raison de la porosité des frontières, de limiter son analyse à une région ou une ethnie. L'existence de trafics ne représente pas une menace directe sur la stabilité des républiques mais entretient une insécurité latente. Le cycle drogues-armes-terrorisme trouve en Asie centrale les conditions idéales de son développement : carrefour du trafic de narcotiques, lequel est une des principales sources de revenus des groupes islamiques (selon Ralf Mutchke, directeur adjoint du CID d'Interpol, « *le MIO est peut-être responsable de 70 % du transit d'héroïne et d'opium dans cette zone* » (6)), l'Asie centrale est également une voie de transit des armes et explosifs entre le sous-continent indien et le Caucase (Tchéchénie, Daghestan). En août 2001, les douaniers tadjiks ont interpellé un train à destination de la vallée de Ferghana contenant deux wagons de matériels militaires (7). La présence de réseaux terroristes et mafieux facilite et alimente les routes de passages entre les républiques, si bien que les Etats centrasiatiques sont à la fois des destinataires de ces trafics et des fournisseurs (grâce à la présence d'anciens stocks soviétiques). A ce titre, l'armée kazakhe peut être considérée comme un fournisseur essentiel du marché parallèle (8).

Cette réalité présente un véritable enjeu pour la stabilité des républiques d'Asie centrale. L'expansion de ces phénomènes reste liée à l'incapacité des

(3) ICG, « Central Asia : Islamist Mobilisation and Regional Security », *Asia Report*, n° 14, 1^{er} mars 2001, p. 18 (consultable sur le site <http://www.crisisweb.org>).

(4) Le MIO se serait regroupé à l'automne 2002 avec d'autres mouvements radicaux et les séparatistes ouïghours pour former le Mouvement islamique d'Asie centrale (IMCA), visant la présence occidentale au Kirghizstan et au Tadjikistan.

(5) ICG, « Central Asia : Islamist Mobilisation and Regional Security », *Asia Report*, n° 14, 1^{er} mars 2001, p. 24 (consultable sur le site <http://www.crisisweb.org>).

(6) Ahmed RASHID, *Asie centrale, Champ de guerres (cinq républiques face à l'islam radical)*, Autrement, Paris, 2002, p. 148.

(7) *Jane's Defense Weekly*, 22 août 2001, p. 14.

(8) Bobi PIRSEYEDI, *The Small Arms Problem in Central Asia : Features and Implications*, United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR), Genève, 2000, p. 73.

dirigeants centrasiatiques à contrôler l'ensemble de leur territoire. La persistance d'un régionalisme fort dans la structure de ces Etats et la réalité d'un Etat faible participe à la formation de zones grises. Les difficultés économiques, l'autoritarisme politique, les questions de droits de l'homme, les tensions ethniques, régionales et frontalières font de ces républiques des zones d'instabilité incontestables. Les événements récents au Kirghizstan ont montré la réalité des tensions et des sentiments antigouvernementaux. La criminalisation de ces sociétés et le rôle croissant des mafias (9) se conjuguent à un degré de corruption élevé. Par ailleurs, la présence de membres du MIO et du Hizb-ut-Tahrir dans les administrations régaliennes et parmi les plus hautes autorités de l'Etat contribue à la remise en cause du pouvoir central. Alors que la faiblesse des Etats limite les politiques nationales de lutte contre le terrorisme, les différents trafics et la criminalité organisée, les relations entre les capitales semblent caractérisées davantage par l'animosité et la méfiance que par la coopération.

Les litiges frontaliers semblent aujourd'hui céder le pas à l'intangibilité des frontières, affirmée au lendemain des indépendances. Au regard des incursions islamiques de 1999, 2000 et 2001 traversant successivement le Tadjikistan, le Kirghizstan à partir de l'Afghanistan, en direction de la vallée de Ferghana, il paraît indiscutable que ces discordes sont utilisées par les groupes terroristes afin de limiter toute coordination des politiques nationales. Ainsi, l'Ouzbékistan rend responsable ses voisins tadjik et kirghiz d'abriter, ou tout au moins de faciliter, les incursions armées sur son territoire et revendique ainsi un « droit de suite » ; si ces accusations peuvent se justifier, elles servent surtout à affirmer la puissance de Tachkent sur les autres républiques. On peut alors envisager que les groupes islamiques cherchent à créer un conflit territorial leur permettant de prendre le pouvoir. Ces différends frontaliers constituent un obstacle à la mise en œuvre d'une véritable coopération régionale : chaque république, et en particulier l'Ouzbékistan, est entrée dans une logique de « forteresse ». Tachkent a ainsi miné ses frontières avec Bichkek et Douchanbe ; ce dernier a suivi les mesures ouzbeks, en septembre 2000, en installant lui aussi des mines à la frontière ouzbek, dans le but de prévenir la pénétration de militants islamiques.

Tandis que les négociations bilatérales pour le règlement pacifique des litiges frontaliers restent sans effet, les questions de sécurité sont à l'ordre du jour des conférences régionales depuis le 11 septembre. Cependant, ces discussions bilatérales et multilatérales répondent plus à la volonté américaine de stabiliser la région qu'à une véritable dynamique commune aux républiques centrasiatiques. Bien que la Communauté Economique d'Asie centrale se soit transformée en février 2002 en Organisation de Coopération d'Asie centrale (OCAC), en intégrant les enjeux de sécurité en matière de

(9) Mohammed REZA-DJALILI/Thierry KELLNER, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, PUF, Paris, 2001, p. 263.

terrorisme international, d'extrémisme religieux, de trafic de drogues et de criminalité organisée, le poids dominant de Tachkent et la méfiance des autres capitales centrasiatiques, comme la « neutralité positive » du Turkménistan, se présentent comme des obstacles à une coopération régionale effective. De même, la concurrence entre Tachkent et Astana pour le *leadership* régional limite les politiques régionales.

En outre, les rivalités existantes en terme économique, et surtout énergétique, participent à l'absence de structure régionale de coopération. En effet, la découverte des ressources de la mer Caspienne a conduit à ce qu'on nomme aujourd'hui « la bataille des *pipelines* », orchestrée par les velléités des acteurs extérieurs à cette région : alors que le potentiel énergétique est considérable, la définition des routes d'exportation suscite l'intérêt des Etats consommateurs d'énergie, mais aussi des « Etats transits ». Selon Brzezinski, le problème de l'accès à ces ressources « *engendre les ambitions nationales, motive les intérêts corporatifs, ranime les prétentions impériales et accentue les rivalités internationales* » (10). Pour le reste, l'importance énergétique de cette région devient déterminante face à l'augmentation démographique de ses voisins : rappelons en effet que les républiques d'Asie centrale sont entourées de géants démographiques, tels que l'Inde, la Chine et le Pakistan, dont la demande en énergie est en pleine expansion (11).

Les rivalités de puissance entre les républiques d'Asie centrale semblent se cristalliser autour de la gestion des ressources hydrauliques que détiennent certains Etats. L'eau en Asie centrale est un moyen de pression entre les républiques. Alors que le Syr-Daria et l'Amou-Daria irriguent 90 % des terres cultivées de la région, leur gestion est aux mains du Kirghizstan et du Tadjikistan, deux Etats qui disposent de 80 % des ressources, alors que l'Ouzbékistan et le Turkménistan sont les plus gros consommateurs pour leur agriculture (respectivement 98 % et 94 % en 1994). Cette situation conflictuelle pour la répartition des ressources hydrauliques est déterminante dans les relations centrasiatiques. Les tensions viennent en particulier du fait que le Kirghizstan, qui transforme le mode d'irrigation de l'eau en énergie, notamment grâce au réservoir de Tokkogoul, limite ses lâchers d'eau en été, pour répondre à ses besoins énergétiques en hiver, au détriment des cultures ouzbeks et turkmènes. Cependant, loin de se limiter à la région centrasiatique, les désaccords liés à l'utilisation des ressources hydrauliques impliquent des acteurs extérieurs, notamment la Chine. Moyens de puissance et de pression sur les voisins, ces ressources énergétiques, fossiles ou hydrauliques, deviennent les instruments de leurs rivalités.

(10) Youri ROUBINSKI, « Les Etats d'Asie centrale face au problème de l'islamisme », *Géopolitique*, n° 72, décembre 2000, p. 51.

(11) On évalue la consommation de pétrole de l'Inde à 200 millions de tonnes en 2020 (contre 56 millions en 1996) et de la Chine à 500 millions de tonnes en 2020 (contre 160 millions en 1997). Cf. Olivier GUILLARD, *La Stratégie de l'Inde pour le XXI^e siècle*, Economica-Institut de Stratégie Comparée, Paris, 2000, p. 73.

Face à ces fragilités, les puissances extérieures ont manifesté un intérêt grandissant pour la stabilité de cette région.

LA SÉCURITÉ NATIONALE ET L'ACTIVISME OCCIDENTAL

Les menaces pesant sur la sécurité nationale et régionale ont encouragé les élites dirigeantes des républiques d'Asie centrale à répondre aux impératifs de restructuration et de modernisation de l'héritage militaire soviétique. La constitution d'une armée nationale a conduit, non seulement à une ethnicisation des forces, mais également à la mise en place de structures de formation et d'entraînement avec l'aide de la Russie, de la Turquie et des Etats-Unis. Alors que le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont misé sur une indépendance militaire vis-à-vis de Moscou (dans le cadre de la réorganisation institutionnelle de ses forces de défense et de sécurité, l'Ouzbékistan a même conduit une étude sur l'état des forces armées portant sur les équipements et les armes en 1994 (12)), l'ancienne puissance tutélaire reste très présente dans la surveillance des frontières au Tadjikistan et au Kirghizstan (13). Si les capacités militaires des républiques d'Asie centrale sont très hétérogènes, ces dernières ont toutes élaboré une doctrine consacrée à la défense du territoire : cette tendance s'est illustrée dans l'ensemble des républiques et s'est accompagnée d'une augmentation notable des budgets de défense (14).

Alors que les incursions islamiques en 1999, 2000 et 2001 ont montré les capacités d'organisation et la supériorité militaire des combattants islamiques, la communauté internationale a manifesté sa volonté d'accompagner l'adaptation des forces armées centrasiatiques. Si les Etats-Unis ont mis en œuvre des programmes de coopération et d'aide dès les indépendances, l'année 2000 représente un tournant en matière d'assistance militaire et technique. Lors d'une visite en septembre 2000, le chef du Commandement central des forces armées américaines déclare ainsi que « *le gouvernement des Etats-Unis fera tout son possible pour maintenir la sécurité dans la région, y compris par la coopération accrue des forces armées locales avec l'armée américaine et*

(12) Valentin SHISHLEVSKIY, « Armed forces of Uzbekistan », *Asian Defense Journal*, n° 108/10/94, décembre 1994, p. 52.

(13) La 201^e division motorisée russe a en charge la surveillance des frontières entre le Tadjikistan, l'Afghanistan et la Chine. Par ailleurs, un accord russo-kirghiz, signé en 1992, crée un Commandement des gardes-frontières sous commandement russe, subordonné au service des gardes-frontières de la Fédération de Russie, qui le finance à 80 %.

(14) Parallèlement à la mise en œuvre d'une nouvelle doctrine au Kazakhstan, le budget alloué à la défense est passé de 132 millions de dollars en 1999 à 216 millions de dollars en 2000. Les dépenses en matière de défense sont également en augmentation au Kirghizstan, où elles sont passées de 45 millions de dollars américains en 1998 à 51 en 1999 et à 58 en 2000. Cf. Mohammed REZA-DJALILI/ Thierry KELLNER, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, PUF, Paris, 2001, p. 172.

la CIA » (15). La campagne du MIO en 2000 au Kirghizstan et en Ouzbékistan a suscité l'assistance des puissances régionales et internationales sous l'angle bilatéral ou multilatéral : les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Turquie, la France et Israël ont alors fourni aux armées centrasiatiques des équipements et matériels militaires. De même, les objectifs définis par l'US Central Command's Theater strategy for South and Central Asia visant à renforcer la stabilité de ces Etats, à faciliter leur intégration au sein d'organisations internationales économiques et de sécurité, à promouvoir la coopération régionale sur les armes de destruction massive, la drogue et le terrorisme et à promouvoir le professionnalisme militaire, se sont concrétisés au travers de la coopération avec les commandements américains, les contacts militaires bilatéraux, les exercices conjoints mis en œuvre au sein du Partenariat pour la Paix et l'unité de maintien de la paix Centrazbat (16). En outre, parallèlement aux nombreux programmes de l'Union européenne à dimension économique, Bruxelles apporte son soutien contre les trafics de drogues à travers le programme KADAP pour l'installation d'un réseau d'information anti-drogues.

Si, jusqu'à l'automne 2001, les diplomaties américaine et européenne sont restées limitées dans cette région, la campagne américaine en Afghanistan a accentué la présence occidentale. En effet, la participation des Etats centrasiatiques à la coalition antiterroriste menée par les Etats-Unis semble avoir accentué la coopération militaire bilatérale (17). Comme Washington, les grandes capitales européennes ont cherché à prendre place en Asie centrale. A cet égard la France s'est engagée à fournir une aide à la formation, à l'entraînement et à la modernisation des équipements militaires; le chef d'état-major des forces aériennes françaises, le général J.-P. Job a souligné la volonté française d'inscrire la coopération militaire dans le long terme en matière d'aide technique, mais aussi pour tout ce qui a trait aux tenues et à l'entraînement des troupes dans des conditions de montagnes, ainsi que pour ce qui est de la formation en France des officiers kirghizes. D'autre part, la Turquie qui a mené une politique active dans le domaine militaire en direction du Turkménistan pour l'entraînement et en Ouzbékistan, *via* une aide de 1,2 million de dollars, a cherché à retrouver une sphère d'influence turcophone; forte de sa proximité culturelle et linguistique, de son appartenance à l'OTAN, Ankara a développé des liens économiques avec les républiques d'Asie centrale, diplomatie qui s'est accentuée depuis la présence américaine dans la région : toutefois, la crise économique de 2001 et le rôle joué par les services secrets turcs envers les mouvements d'opposition

(15) Youri ROUBINSKI, « Les Etats d'Asie centrale face au problème de l'islamisme », *Géopolitique*, n° 72, décembre 2000, p. 51.

(16) Richard B. STEPHENS, « The US's NATO Interest in Central Asia », 23 mars 2000, p. 21, sur le site Internet <http://www.au.af.mil>.

(17) Cette participation est hétérogène : elle va de la coopération de leurs services secrets (Ouzbékistan, Tadjikistan) à l'utilisation de leur espace aérien, en passant par le stationnement de troupes étrangères sur leur sol (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan).

centrasiatiques (18) limitent sa capacité à se présenter comme un lien entre l'Orient et l'Occident; en outre, l'arrivée au pouvoir, en 2002, d'un parti à tendance islamiste apparaît comme un frein supplémentaire à son influence.

Tandis que les institutions économiques, financières et militaires internationales – au premier rang desquels l'OTAN (19) – sont les relais de l'influence de Washington, la campagne antiterroriste en Afghanistan ouvre de nouvelles perspectives à la présence américaine en Asie centrale. Si l'avenir de celle-ci reste incertain, deux remarques peuvent être énoncées : d'une part, Washington privilégie une approche à court terme (la constitution de stocks, la modernisation des infrastructures permettraient de maintenir sur place un faible nombre d'hommes et de moyens en vue d'un retour éventuel en cas d'intervention régionale); d'autre part, les Etats-Unis entendent mener une politique de moyen terme afin de garantir la stabilité régionale (l'accord américano-ouzbek signé le 7 octobre 2001 s'inscrit dans cette perspective, puisqu'il établit « *une relation qualitativement nouvelle, fondée sur un engagement à long terme pour améliorer la sécurité et la stabilité de la région* », selon le gouvernement ouzbek (20)). L'aide américaine à destination de la région centrasiatique en 2002 s'élève à 92 millions de dollars afin de soutenir les avancées démocratiques, l'économie de marché, les projets environnementaux et de renforcer la sécurité et les équipements militaires en contrepartie d'un désengagement militaire. Néanmoins, la présence américaine en Asie centrale peut devenir une source d'instabilité : en effet, il s'agit pour les responsables centrasiatiques de trouver un équilibre entre la coopération avec Washington et la position anti-américaine des mouvements islamiques radicaux afin d'éviter un regain de l'activisme islamique.

L'activisme occidental est lié aux intérêts économiques, énergétiques et aujourd'hui de lutte contre le terrorisme; néanmoins, dès 1991, l'existence d'infrastructures soviétiques dédiées aux armes nucléaires, biologiques et chimiques a soulevé l'attention des Etats-Unis. Si Tachkent et Astana sont les principales capitales concernées, l'ensemble des républiques ont exprimé leur intérêt quant à la sûreté des matériels d'armes de destruction massive – que se soit par l'adhésion aux traités internationaux de lutte contre la proli-

(18) Ahmed RASHID, *Asie centrale, Champ de guerres (cinq républiques face à l'islam radical)*, Autrement, Paris, 2002, p. 194.

(19) Le programme Centrazbat (Central Asian Battalion), qui a permis l'organisation d'exercices communs avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan en 1995, 1997, 1998 et 2000, trouve un écho au sein des exercices menés par l'OTAN dans le cadre du Partenariat pour la Paix avec les trois mêmes républiques : Cooperative Nugget et Cooperative Osprey (1995, 1997, 2000, 2001). En outre, l'influence de l'OTAN se manifeste à travers divers programmes tels le Civil Emergency Planning (CEP) et le Civil-Military Co-operation (Cimic). Ces programmes complètent l'aide américaine en matière d'équipements et d'entraînements dispensés par le Foreign Military Financing. Cf. « Uzbekistan and NATO », 19 septembre 2001, sur le site Internet <http://.nato.int>.

(20) Ahmed RASHID, *Asie centrale, Champ de guerres (cinq républiques face à l'islam radical)*, Autrement, Paris, 2002, p. 163.

fération ou par l'adoption de mesures nationales (21). Celles-ci se sont accompagnées de financements, de programmes de reconversion des installations et de reclassement du personnel scientifique, notamment de la part des Etats-Unis; par ailleurs, l'héritage biologique soviétique en Ouzbékistan a fait l'objet d'un accord entre l'Administration américaine et le Président Karimov, le 22 octobre 2001 (22). De réels efforts semblent donc être accomplis par les dirigeants d'Asie centrale en matière de sécurisation et de démantèlement des infrastructures dédiées à l'étude, la production et le stockage d'armes nucléaires, biologiques et chimiques. Toutefois, face à la réalité de la menace d'un terrorisme employant des armes de destruction massive, voire de matière radiologique, les incertitudes quant à la sûreté et au contrôle effectif des structures restantes laissent planer une certaine inquiétude (23), d'autant que la transparence et la surveillance des transferts d'armements conventionnels sont des éléments oubliés de la stabilité régionale.

Les politiques de coopération engendrent la fourniture de matériels militaires. A ces transferts, se rajoute l'incapacité des responsables politiques et militaires de disposer d'un inventaire complet des stocks existants. De plus, les liens traditionnels qui perdurent avec la Russie (24) et les faiblesses internes de ces Etats limitent l'élaboration de mécanismes de surveillance des importations et des exportations. Les relations qui existent entre ces Etats génèrent un flux d'armements important, sans garantie de non-ré-exportation et de gardiennage. Pourtant, la surveillance des transferts d'armements conventionnels s'inscrit dans la problématique de la sécurité internationale et contraint à s'interroger sur la poursuite de telles coopérations.

L'INFLUENCE DES ACTEURS RÉGIONAUX DANS L'ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ RÉGIONALE

Alors que les républiques centrasiatiques ont trouvé dans l'aide occidentale une première réponse aux défis posés par le terrorisme, le narcotrafic et la criminalité organisée, l'influence des acteurs régionaux traditionnels reste primordiale. L'activisme occidental et les déclarations d'indépendance n'ont pas réussi à priver Moscou de toute son influence sur la stabilité de ces républiques. Aussi le Président Poutine cherche-t-il aujourd'hui à établir une nouvelle forme de coopération et de dialogue. Alors que les républiques

(21) A ce titre le Kazakhstan, qui est devenu en 1991 un Etat nucléaire, s'est engagé envers l'ensemble des traités de non-prolifération et notamment le Traité de Non-Prolifération (TNP), en tant qu'Etat dénucléarisé. Cf. Jean FRANÇOIS-PONCET/Jean-Baptiste MONGRENIER, « Le grand retour de l'Asie centrale », *Regards européens*, n° 8, octobre 1998, p. 27.

(22) Philippe C. BLEEK, « US to Clean up Soviet Area Germ Warfare Site in Uzbekistan », novembre 2001, sur le site Internet <http://www.armscontrol.org>.

(23) George GOLBERINE/Anne-Marie RAPHAEL/Stéphane RAPHAEL, « Terrorisme – Alerte nucléaire », *Science et avenir*, décembre 2001, pp. 8-10.

(24) Notamment le programme de compensation qui unit la Russie au Kazakhstan dans le cadre de la rétribution des armes stratégiques et de la location des sites d'essais.

d'Asie centrale ont mené des politiques visant une diversification des approvisionnements et des relations commerciales depuis 1991, la construction de passerelles économiques est une priorité pour Moscou : toutefois, les échanges bilatéraux ont chuté de 50 % et l'émigration des populations russophones, hors de la région, est constante depuis 1991. Il n'en reste pas moins que, face aux incursions islamiques et compte tenu de l'engagement russe en Tchétchénie, qui limite un redéploiement militaire en Asie centrale, la Russie reste aux yeux des capitales centrasiatiques la seule puissance capable d'intervenir militairement dans la région (25) : certaines semblent d'ailleurs avoir attendu l'aval de Moscou avant d'accepter l'installation sur leur territoire des bases militaires américaines (26). Pour le reste, le retour de la Russie n'a pas à être diabolisé au regard des relations entretenues entre les espaces sociaux de part et d'autre de la frontière et de l'amorce prudente de nouveaux modes de coopération délaissant la hiérarchie soviétique.

Face à cette politique, les républiques centrasiatiques ont adopté des attitudes différentes envers Moscou. Le Tadjikistan, le Kirghizstan (27) et le Kazakhstan restent très proches de l'ancienne puissance tutrice. L'implication de la Russie dans les affaires tadjikes trouve sa plus franche expression dans la déclaration du Président tadjik, M. Rakhmonov, en octobre 2001, où il caractérise les relations avec Moscou comme « *la condition fondamentale de la souveraineté et de l'indépendance du Tadjikistan* » (28). En outre, Tachkent et Achkhabad restent liées à Moscou en matière politique, militaire et économique, en dépit de leur volonté d'affirmer leur souveraineté. Lors d'une tournée en mai 2000, le Président Poutine a assuré le Président Karimov de son soutien, déclarant qu'« *une menace contre l'Ouzbékistan est une menace contre la Russie* » (29). La conclusion de nombreux accords militaires et économiques, et surtout énergétiques, entre Moscou et Achkhabad place la Russie au cœur de la politique étrangère et sécuritaire du Turkménistan. La position géographique, l'existence d'une société très russifiée, la présence d'une importante communauté russophone et les difficultés économiques de ces Etats semblent être les facteurs déterminants de ces divergences.

C'est au nom du combat collectif contre ce qu'on nomme aujourd'hui le terrorisme international que le Président Poutine a souhaité renforcer l'inté-

(25) Roland DANNREUTHER, « Can Russia Sustain its Dominance in Central Asia ? », *Security Dialogue*, vol. 32, n° 2, juin 2001, pp. 252-253.

(26) Ahmed RASHID, *Asie centrale, Champ de guerres (cinq républiques face à l'islam radical)*, Autrement, Paris, 2002, p. 162.

(27) La signature, avec la Russie, d'un mémorandum sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, le 13 novembre 2002, a confirmé la volonté de Bichkek d'accentuer sa coopération militaro-économique avec l'ancienne puissance tutrice.

(28) *RFE/RL Newslines*, vol. 5, n° 205, part. 1, 29 octobre 2001, cité in ICG, « Tadjikistan : an Uncertain Peace », *Asia Report*, n° 30, 24 décembre 2001, p. 28, sur le site Internet <http://www.crisisweb.org>.

(29) Anne de TINGUY, « De l'Asie centrale au GUUAM : la relance de la diplomatie russe », *Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégie d'influence* (2^e partie), Rapport de la Défense nationale, n° 8-9, août-septembre 2001, p. 73.

gration militaire, politique et économique avec l'Asie centrale, lors d'une tournée en 2000, où des accords de coopération ont été signés en matière de sécurité nationale. La rencontre entre le Président turkmène M. Niazov et le chef des renseignements extérieurs russes (SVR), en 2002, s'est attachée à la mise en application de l'accord de 1994 portant sur la coopération entre les services de sécurité respectifs et la question de la recherche et de l'extradition des criminels. Néanmoins, il n'est pas impossible que Moscou cherche à instrumentaliser la menace islamique, pour pouvoir rester un élément déterminant de l'évolution politique de ces républiques : ce sont en fait les questions de sécurité frontalière (instabilité), économique (limitation de la concurrence et importance des ressources énergétiques) et stratégique qui déterminent la politique russe en Asie centrale.

La mise en place d'une nouvelle diplomatie russe en Asie centrale fondée sur des relations d'égalité trouve un écho dans les politiques que mènent l'Inde, l'Iran et la Chine. Ainsi, l'influence de l'Inde dans la région s'inscrit dans un accord de « *partenariat stratégique* » signé avec la Russie en 2001 (30); New Delhi, qui manifeste un intérêt énergétique pour les ressources centrasiatiques, se montre très concernée par l'expansion de l'activisme islamique et de ses corollaires; par ailleurs, l'Inde, comme l'Iran, est l'un des principaux bénéficiaires de l'assistance technique et des aides militaires de la Russie. L'ouverture en direction des Etats d'Asie centrale offre la possibilité à Téhéran de s'affranchir de la politique de *containment* de Washington : si l'activisme iranien se concentre dans les domaines économiques, commerciaux et énergétiques, les intérêts nationaux russes restent les principaux déterminants de la politique iranienne (31). Les stratégies d'influence de l'Inde et de l'Iran et leur coopération avec Moscou se sont illustrées par de multiples accords sur la gestion du transit et des routes commerciales. Peut-être est-ce au travers d'influences croisées alliées à la Russie que le Président Poutine entend assurer le maintien de cette zone dans le giron russe...

La diplomatie chinoise en Asie centrale semble quant à elle répondre à deux impératifs stratégiques historiques : ne pas être encerclée et éviter la désintégration de l'Empire. Les intérêts chinois dans cette région sont triples : d'une part, les opportunités économiques dans ces républiques sont importantes; d'autre part, l'établissement de relations de confiance permettrait de réduire les forces stationnées aux frontières; enfin, il s'agit de contenir le séparatisme ouïghour (32). Si cette ligne diplomatique est au

(30) Wade BOESE, « Russian-Indian Summit Firm up Conventional Arms Deals », novembre 2000 et « Putin Reaffirm Arms Sales, Nuclear Assistance to Iran », avril 2001, sur le site Internet <http://www.arms-control.org>.

(31) Le projet révolutionnaire iranien et la forme politisée de l'islam chiite ne sont pas les fers de lance de la politique iranienne. Ainsi, Téhéran fait preuve de pragmatisme et n'entend pas être le vecteur d'un islam radical dans la région.

(32) ICG, « Central Asia : Fault Lines in the New Security Map », *Asia report*, n° 20, 4 juillet 2001, p. 18, sur le site Internet <http://www.crisisweb.org>.

cœur des relations qu'entretient la Chine avec l'ensemble des Etats d'Asie centrale, elle transparaît avant tout dans l'accord sino-kazakh signé en novembre 1999 et visant à renforcer les relations bilatérales et la coopération entre les deux parties (33). Consciente des conséquences importantes qu'aurait sur sa stabilité la prise de pouvoir par un groupe islamique ou l'éclatement d'une guerre civile sur fond d'appartenance ethnique à ses frontières (la mise en lumière des liens entre le MIO, les Taliban, Al Qaïda et les forces séparatistes ouïghours a mis en exergue la menace de l'islam radical aux frontières chinoises), la Chine multiplie les ventes d'armes et de matériels militaires à destination de l'Asie centrale, pour lutter contre les mouvements islamiques (34). De plus, en dépit de discordes sur le partage des eaux de l'Ili et l'Irtich avec Astana et des litiges frontaliers avec Bichkek et Douchanbe (35), les relations économiques et commerciales sont en pleine expansion, notamment sous l'influence de la politique de colonisation de Pékin aux frontières de ces républiques. En outre, les ressources énergétiques détenues par certains Etats centrasiatiques restent essentielles pour la Chine, qui est devenue un acteur important de la définition des voies d'évacuation des hydrocarbures centrasiatiques (36).

Si l'assistance militaire bilatérale envers les républiques d'Asie centrale s'intensifie depuis le 11 septembre, la diplomatie multilatérale, au travers de l'Organisation de Coopération de Shanghai, semble privilégiée par Pékin. Cette tendance se place dans la droite ligne de la politique multilatérale de Moscou : l'Asie centrale a toujours été au cœur des relations sino-russes et la définition des nouveaux équilibres régionaux semble conforter cette analyse. En fait, cette région est au cœur des relations que Moscou entretient avec New Delhi, Téhéran et Pékin. S'il est difficile d'affirmer la formation d'un bloc régional regroupant ces capitales, en raison des multiples divergences entre ces Etats, il est important de souligner que les républiques centrasiatiques restent très liées à leur environnement régional. Néanmoins, le manque de marges de manœuvre tant économiques que politiques des acteurs régionaux limite leurs influences. Ainsi, à côté des relations bilatérales qu'entretiennent ces Etats avec chacune des républiques d'Asie centrale, l'existence de structures multilatérales permet d'envisager la définition d'une architecture de défense et de sécurité régionale.

(33) Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « China, Kazakhstan Sign a Joint Statement, Emphasizing their Wishes to Strengthen Bilateral Relation and Cooperation in the XXI^e Century », 23 novembre 1999, <http://www.fmprc.gov.cn>.

(34) Ainsi, Pékin s'est engagé à fournir pour 3 millions de dollars d'équipements militaires divers, dont du matériel de communication pour les forces spéciales au Kazakhstan. Cet accord du 19 mars 2002 fait suite à la conclusion d'un accord similaire, le 15 mars 2001, avec le Kirghizstan, qui fait état d'une aide de 1,2 million de dollars.

(35) La Chine revendique 30 % du territoire tadjik. Ce sont les négociations avec Bichkek sur la délimitation frontalière entre les deux Etats qui ont conduit aux violentes manifestations au Kirghizstan au cours de l'année 2002.

(36) Ainsi, les investissements chinois dans les industries pétrolières et gazières centrasiatiques s'élèvent à 13,5 milliards de dollars pour la construction de deux oléoducs à partir du Turkménistan et du Kazakhstan.

LE MULTILATÉRALISME COMME ÉLÉMENT DE STABILITÉ

Si Moscou mène une politique d'influence incontestable au sein des républiques d'Asie centrale, il semble qu'il privilégie le multilatéralisme. Ni fédérative, ni supra-étatique, la Communauté des Etats Indépendants (CEI) est une organisation économique et militaire. Si elle prévoit la formation d'un espace économique commun, les dispositions relatives à la sécurité contenues dans la charte de 1993 lui donnent une forte dimension sécuritaire. Cette analyse se renforce au regard de la signature du Traité de sécurité collective à Tachkent le 15 mai 1992, complété en février et mai 1995 (37); sa composante militaire s'est illustrée par les manœuvres conjointes, dénommées « Bouclier du sud 2000 », rassemblant les forces armées ouzbek, kazakh, tadjik, biélorusses et arméniennes. Par ailleurs, en mai 2000, lors du Sommet de Minsk, les signataires du Traité de Tachkent se sont accordés pour élargir les prérogatives de cette institution dans un programme de trois ans, visant la lutte contre le terrorisme international, l'extrémisme, les trafics de drogue et d'armes. Au côté des Forces collectives à déploiement rapide, est envisagée, à la suite du Sommet des chefs d'Etat d'Arménie, de la Biélorussie, du Kazakhstan, de la Russie et du Kirghizstan en mai 2001, une coordination des mesures et des législations nationales (38). Soulignons l'absence de l'Ouzbékistan, pourtant principale puissance militaire en Asie centrale, dans la coopération militaire au sein de la CEI.

L'existence de ce niveau d'adhésion et de participation aux accords freine l'influence (39), de même que l'hétérogénéité politique, économique et militaire des Etats membres. En dépit de ce discrédit, les opérations américaines en Afghanistan ont renforcé la place et le rôle de la CEI dans sa dimension militaire. En effet, les Forces collectives à déploiement rapide sont aujourd'hui opérationnelles : ainsi, dès avril 2002, des exercices nommés « Anti-terreur – Sud 2002 » ont rassemblé les forces tadjikes, kirghizes, kazakhes et russes, dans le but de mettre à l'épreuve les systèmes de coordination du commandement (40). En réalité, les opérations antiterroristes américaines ont donné un nouveau souffle à une institution vieilliss-

(37) Arnaud DUBIEN, « Russie-CEI : une hégémonie contestée », *La Revue internationale et stratégique*, n° 38, été 2000, pp. 164-165.

(38) Sommet des Chefs d'Etat d'Arménie, de Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de Russie et du Tadjikistan, « Déclaration d'Erevan (Erevan, 25 mai 2001) », *Documents d'actualité internationale*, n° 14, 15 juillet 2001, p. 550.

(39) On peut distinguer les Etats fortement intégrés, partisans d'une CEI supranationale (Tadjikistan, Russie), les Etats favorisant le développement des liens « intra-CEI » et autorisant la participation à d'autres alliances sub-régionales (Kirghizstan, Kazakhstan) et enfin ceux qui revendiquent le plein exercice de leur souveraineté (Ouzbékistan, Turkménistan). Cf. Ingrid HAZARD, « La CEI : une union en panne », *Notes et études documentaires* (« Les pays de la CEI »), n° 5102-03, 30 novembre 1999, p. 28.

(40) Ces exercices ont impliqué les forces spéciales, les gardes-frontières, les services nationaux de sécurité et une large gamme d'équipements afin de faire face au combat contre les troupes terroristes, à la négociation de libération d'otages, à l'évacuation des blessés et aux opérations de déminage.

sante. Le sommet de Moscou qui s'est tenu en mai 2002 a débouché sur la création, en Asie centrale, d'une organisation à l'image de l'OTAN pour faire contrepoids à la présence américaine dans la région. La lutte contre le terrorisme sert aujourd'hui de ciment pour unir les Etats d'Asie centrale à la Russie au travers de la CEI.

Néanmoins, considérant les faiblesses de cette institution et la méfiance que lui manifestent certains dirigeants centrasiatiques et au regard de l'évolution des relations russo-chinoises, il semble que le centre de gravité de la sécurité régionale s'oriente sous la coupe de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) (41). Cette analyse s'inscrit dans la continuité du Traité signé en juillet 2001 entre la Russie et la Chine : celui-ci couvre plusieurs secteurs de coopération, dont la lutte contre l'islam militant en Asie centrale. « *La convention de Shanghai donne une base légale aux efforts conjoints visant à combattre le séparatisme, le terrorisme et l'extrémisme* » (42). Le sommet qui s'est tenu à Shanghai en juin 2001 apparaît comme un tournant pour cette institution : outre l'adhésion de Tachkent et l'institutionnalisation de ce forum, cette rencontre a débouché sur la création d'un secrétariat permanent à Shanghai ; de plus, la signature d'un accord de coopération interministérielle multilatéral entre les ministres de la Défense, portant sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, renforce la dimension sécuritaire de cette organisation. Si la constitution d'un centre antiterroriste basé à Bichkek avait été décidée en 2001, il semble qu'il soit opérationnel aujourd'hui, en dépit du manque de visibilité de son action. Par ailleurs, un mécanisme de conférences régulières réunissant les responsables des organes de maintien de l'ordre et des services secrets, baptisé « Groupe de Bichkek », complète le dispositif antiterroriste. Alors que l'hétérogénéité des membres et le problème ouïghour semblent freiner l'OCS, sa structure souple en fait un mécanisme de coopération efficace, d'autant qu'elle se présente comme le complément naturel du Traité de sécurité collective de la CEI. Il est alors possible d'envisager une coopération, voire une fusion, entre les organes antiterroristes de ces institutions.

Il apparaît donc que les menaces du terrorisme islamique, du trafic de drogue et de la criminalité organisée trouvent une réponse au sein des coopérations mises en œuvre par les acteurs extérieurs pour la défense et la sécurité. Si, aujourd'hui, les structures de l'OCS sont peu visibles, gageons qu'à l'avenir elles joueront un rôle majeur dans l'équilibre centrasiatique. Face à l'émergence d'un nouveau pôle de sécurité régionale, baptisé OCS, de nombreux Etats (43) ont manifesté leur volonté d'y prendre part. Peut-on

(41) Créé en 1996 afin de mettre un terme aux litiges frontaliers, ce forum est peu à peu devenu un pacte militaire et de sécurité à côté de sa forte composante économique.

(42) Déclaration du Président chinois Jiang Zemin, citée par Pierre HASKI, « Six Etats s'associent en Asie centrale », *Libération*, 17-18 juin 2001, p. 8.

(43) L'Iran, l'Inde et le Pakistan ont manifesté leur volonté de prendre part à la principale organisation stratégique de la région comme la Mongolie et la Corée du Sud.

envisager que cette organisation rassemble l'Inde et l'Iran pour former un bloc régional stratégique tourné contre les intérêts américains et mettant en difficulté le maintien de la présence américaine en Asie centrale (44)? Si New Delhi, Téhéran, Pékin et Moscou peuvent fonder leur alliance sur leur opposition à l'unilatéralisme américain et à l'élargissement de l'OTAN, sur la lutte contre les menaces islamiques et sur les intérêts énergétiques de la mer Caspienne, cette architecture n'en reste pas moins dépendante du règlement d'un certain nombre de questions nationales et bilatérales.

L'exploitation des ressources énergétiques centrasiatiques semble avoir permis un rapprochement diplomatique entre l'Inde et la Chine sur les questions énergétiques. Toutefois, la nouvelle diplomatie de New Delhi envers Washington après le 11 septembre limite cette analyse. De plus, l'Iran, considéré comme un membre de l'« *axe du mal* » défini par Washington, trouve auprès de la Chine un allié contre l'unilatéralisme américain. Si Pékin reste discret, gageons qu'il est inquiet face à l'installation de troupes américaines à ses frontières occidentales, renouant ainsi avec la peur de l'encerclement. De son côté, la Russie est restée plus modérée. Lors de la signature en 2002 du Traité entre Washington et Moscou sur la réduction des forces nucléaires stratégiques, les responsables politiques ont rappelé leur volonté de collaborer à la stabilité, à l'intégrité territoriale et la souveraineté des républiques d'Asie centrale (45). Si la position de la Russie semble quelque peu surprenante, en raison de l'intérêt qu'elle porte à cette région, il semble qu'elle soit réaliste sur ses capacités d'action face aux moyens occidentaux et des avantages diplomatiques qu'elle peut en retirer, notamment vis-à-vis de la Tchétchénie.

Les dirigeants d'Asie centrale sont loin d'avoir élaboré de réelles stratégies en matière de politique étrangère : la région centrasiatique évolue non pas au gré des initiatives diplomatiques des responsables nationaux, mais reste dépendante des convoitises extérieures. On assiste ainsi à une renaissance du concept d'« Eurasie » : développée par Mac Kinder au début du XX^e siècle (46), puis repris par Z. Brzezinsky, cette théorie faisait du cœur de l'Eurasie une zone agressive déterminante pour l'hégémonie mondiale; aujourd'hui il semble que la dimension stratégique de l'Asie centrale se caractérise par sa nature « à conquérir ». Ainsi, le renforcement des structures multilatérales régionales en matière de sécurité et de défense est un élément incontournable de la géopolitique de l'Asie centrale : en effet, la Russie et la Chine ont trouvé au sein de la CEI, et surtout de l'OCS, les

(44) Zbigniew BRZEZINSKI, *Le Grand Echiquier (L'Amérique et le reste du monde)*, Bayard, Paris, 2000 (2^e édition), p. 84.

(45) Office of the Press Secretary, « Joint declaration on new US-Russia relationship », « Text of joint declaration », The White House, Moscou, 24 mai 2002, sur le site Internet <http://usinfo.state.gov>.

(46) Il avait élaboré deux concepts : celui d'« aire-pivot » en Eurasie (incluant la totalité de la Sibérie et une grande partie de l'Asie centrale) et celui de « heartland » (cœur continental qui représentait l'Europe centrale).

moyens de jouer un rôle majeur dans la stabilisation régionale. Toutefois, il est impossible de prétendre donner les clefs de la stabilité de cette région. Alors qu'il apparaît improbable qu'une seule puissance soit en charge de cette fonction, il semble plus envisageable que la stabilité de l'Asie centrale soit le fruit d'un équilibre fragile d'influences croisées.

Pour le reste, la coopération régionale demeure la pierre angulaire de la stabilité des dirigeants centrasiatiques. Le Président kazakh, N. Nazarbaev, a ainsi déclaré que « *du point de vue de la sécurité nationale et des menaces qui pèsent sur le Kazakhstan à moyen terme, il est impératif de construire un réel système effectif de sécurité régionale. Pour cela, nous avons besoin du Traité de sécurité collective et du Forum de Shanghai* » (47). Néanmoins, les républiques d'Asie centrale ont négocié de manière bilatérale avec les États-Unis leur participation à la coalition antiterroriste en Afghanistan, en dépit de la volonté du Président Poutine de préserver une cohérence au sein de la CEI. Par ailleurs, la multiplication, voire la combinaison, de plusieurs engagements en matière de défense et de sécurité peut conduire à des incompatibilités, voire à des conflits d'intérêts. La participation aux programmes de l'OTAN (48) et le stationnement de troupes américaines sur le territoire des républiques centrasiatiques se juxtaposent aujourd'hui à une contribution aux structures de défense et de sécurité d'organisations sub-régionales. Cette architecture peut-elle perdurer ? La coexistence d'engagements et de participations multiples des républiques d'Asie centrale au sein de diverses institutions est-elle source d'équilibre et de stabilité ?

(47) Message du Président du Kazakhstan, « Towards Free, Effective and Secure Society », 24 octobre 2000, sur le site Internet <http://www.president.kz>.

(48) Alors que le Kazakhstan est considéré par Moscou comme un « partenaire stratégique », il a rejoint le programme d'adhésion de l'OTAN. Dans les dix prochaines années, il devrait devenir un membre à part entière de l'Alliance.